TL 604

TIMOR ORIENTAL

après santa-cruz

l' indonésie et l'ordre international

Photo et Photo de couverture: Steve Cox / Independente

"Durant mon emprisonnement dans l'île de Buru les militaires ont exécuté des dissidents sans accusation formelle et sans jugement. Ils continuent encore à tuer. Regardez Dili, Aceh, Lampung, Tanjung Priok. Les victimes voulaient seulement exprimer leurs désirs, mais le Gouvernement a répondu avec des armes auto-matiques... Ils voulaient dialoguer avec les autorités. Les militaires ne veulent aucun chan-gement. Ils se cramponnent fermement au statu quo..."
"Nous sommes des êtres humains. Il n'est pas uniquement question de biens matériels. Nous avons aussi le droit d'être des êtres humains, de vivre dans une démocratie. Mais cette forme de dignité humaine n'est pas respectée dans l'Indonésie moderne".

Pramoedya Ananta Toer
écrivain indonésien, Het Parole 26/3/92

Préparé et édité par
A Paz é Possível em Timor Leste
(La paix est Possible au Timor Oriental)
Association Oecuménique

Imprimé par Neograf — Arte Gráficas — Janvier 1993

A Paz é Possível em Timor Leste
Rua de Campolide, 215 - 4D
1000 Lisbonne PORTUGAL
☎(1) 386 19 52 Fax: 386 20 88

prix normal: US $ 3
prix de soutien:US $ 10
frais d'envoi par commande: (Europe) US $ 3
(autres continents) US $ 5

Pour s'informer et pour agir:

International

— Amnesty Internacional
1 Easton Street
London, WC1 8DJ, UK
Fax: (71) 956 1157

— Parliamentarians for East Timor
International Secretariat
111 Northwood Road
Surrey CR7 8HW, UK
Fax: (81) 653 0322

— Jurists for East Timor
Arendshorst, 144
NL — 2317 CX Leiden, Hollande
Fax: 071 - 221065

Allemagne

Pazific Informationsstelle
Haupstrasse 2
D-8806 Neuendettelsau
Tel: 09874 / 9299

Espagne

— IEPALA
Hermanos Garcia Noblejas, 41-8
23037 Madrid, Espagne

France

— Association Solidarité Timor Oriental
BP 59
75921 Paris Cedex 19, France

— Agir pour Timor
Rue Jouvenet, 22 bis
75016 Paris, France

Hollande

— Komitee Indonesia
Postbus 40066
1009 BB Amsterdam, Hollande
Tel: (20) 936050

Italie

Coord. Italiano di Solidarieta
con il Popolo di Timor-Est
Via Muzzina, 11
44100 Ferrara, Italie
Fax: 0532-203014

Japon

— Free East Timor Coalition
C/kure YWCA
1-3 Saivai-cho
Kure Hiroschima 737, Japon
Fax: (3) 261 0663

Portugal

Commission Droits Peuple Maubere
Rua Pinheiro Chagas 77-2 Esq.,
1000 Lisboa – Portugal
Fax: (1) 534009

Suisse

Serv. Intern. Droits de l'Homme
Case PO/Box 16
1211 Genève 20 CIC, Suisse

pour Australie, Canada, Grande Bretagne, Hong-Kong, Indonésie, Nouvelle Zélande, Suède, USA: voir couverture côté anglais

Editorial

Après le massacre de Santa-Cruz les autorités indonésiennes ont éte conduites, sous la pression internationale, a assumer divers compromis:

- apporter des éclaircissements sur le bilan du massacre,
- établir les responsabilités et punir les responsables,
- assurer un traitement juste aux timorais emprisonnés,
- mais aussi, améliorer la situation générale des droits de l'homme dans le territoire,
- collaborer avec l'ONU dans la recherche d'une solution globale au problème du Timor Oriental,
- donner suite aux recommandations du rapporteur special sur la torture,
- faciliter l'accès du territoire aux organisations humanitaire et de défense des droits de l'homme.

Ces diverses exigences ont été formulées pour l'essentiel dans une déclaration du président de la Commission des Droits de l'Homme en mars 1992. Une résolution condamnant l'Indonésie était assurée d'obtenir le vote favorable d'une majorité des pays membres de la Commission lorsque quelques influents alliés de Djakarta lui évitèrent cette condamnation en négociant le remplacement de la résolution par une déclaration du président.

La déclaration du président de la Commission avait toutefois des contreparties positives:

- elle représentait un consensus de la communauté internationale,
- l'Indonésie étant partie de ce consensus, elle se compromettait à oeuvrer pour l'application de la déclaration.

Djakarta a eu l'opportunité de montrer sa volonté de coopérer avec l'ONU. Un an après il convient d'analyser les résultats.

Si l'on conclue que, malgré la constitution d'une commission d'enquête et l'acceptation de poursuivre les conversations avec le Portugal sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU, l'Indonésie n'avait pas l'intention d'honorer le compromis qu'elle a assumé, les Nations-Unies et les États membres devront user d'autres moyens pour atteindre leurs objectifs. La déclaration du 4 mars 1992 n'était qu'un point de départ pour le rétablissement de l'ordre international en conformité avec la Charte et les résolutions des Nations-Unies. Les informations récentes sur la situation au Timor Oriental viennent en souligner l'urgence.

La Paix est possible au Timor Oriental
Association oecuménique

Les incohérences qui subsistent:

"**La Commission** se félicite de la rapidité avec laquelle le Gouvernement indonésien a nommé une commission nationale d'enquête (...); elle exprime l'espoir que, comme le Gouvernement indonésien l'a annoncé, la suite de l'enquête sur le comportement des forces de sécurité le 12 novembre 1991 et sur le sort des personnes dont on est sans nouvelles clarifiera les **incohérences qui subsistent, à savoir celles qui concernent le nombre des tués et des disparus**".
(déclaration de président de la Commission des droits de l'homme, Genève 4 mars 1992)

"Nous reconnaissons que les autorités indonésiennes ont enquêté rapidement mais nous demeurons préoccupés par le manque d'informations claires quant au nombre de personnes tuées et de celles sur lesquelles il n'y a pas d'informations, ainsi que par la disparité des sentences attribuées d'une part aux civils et de l'autre aux militaires, et encore par le refus d'accès au territoire pour les organisations de défense des droits de l'homme. Nous pressons les autorités indonésiennes à respecter leurs compromis et à correspondre totalement à la déclaration de consensus sur le Timor Oriental faite à la session de cette année de la Commission des Droits de l'Homme".
(*intervention de la Communauté Européenne devant la 3ème Commission de l'Assemblée générale de l'ONU, 24/11/92*)

Commission Nationale d'Enquête (CNE) confirme 18 tués, admet 50

- La CNE n'a trouvé que 18 tombes, chiffre correspondant aux déclarations des militaires (le 19ème, le néo-zélandais Kamal Bamadhaj a été exhumé).
- La CNE affirme avoir reçu des témoignages qui "*varient de 50 à 60 et jusqu'à plus de 100*" tués; elle conclue "*qu'il existe des motifs suffisamment solides pour conclure qu'il y a eu 50 pertes en vies humaines*".
- "*Les noms des tués doivent être rendus publics*" a demandé un avocat indonésien, M. Princen, mais la CNE se limite à constater que "*des négligences ont eu lieu... les défunts n'ont pas été identifiés... les familles n'ont guère eu la possibilité de reconnaître les corps*".

91 disparus

- La CNE cite le chiffre de 91 disparus, mais n'en identifie aucun. En juillet le Général Nurhadi, puis un diplomate à Genève, diront que 31 sont rentrés chez eux. "*Sur un total de 115 morts et disparus, puisqu'aucune nouvelle tombe n'a été localisée, il reste 66 disparus, tués ou enfuis vers le maquis*". De 141 (50 tués + 91 disparus) les autorités indonésiennes redescendent donc à 115!

91 blessés

- La CNE reprend encore une fois le chiffre que les militaires avaient indiqué comme étant celui des blessés internés à l'hôpital militaire. Elle reconnaît que le chiffre véritable doit être supérieur mais n'avance aucune estimation. Des 91 blessés, dit-elle: "*14 avaient été poignardés et 35 autres présentaient des lésions causées par des instruments contondants*".

Les disparités se maintiennent entières. Quelles mesures va prendre la communauté internationale pour obtenir les informations que l'Indonésie continue à lui nier?

19, 50 ou 271 timorais tués?

"La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires Demande instamment au Gouvernement indonésien de fournir au groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des informations sur les personnes portées manquantes" *(résolution, Genève août 1992)*

Autres informations

271 tués selon les listes nominales

(voir cahier central)

Forum Estudante/Fernando Mendes

La plupart des victimes de Santa-Cruz étaient étudiants. Des étudiants portugais ont planté 271 croix à Lisbonne. À Timor les familles ne peuvent même pas enterrer leurs morts.

- Mgr Belo, évêque catholique du Timor Oriental a déclaré dans une note officielle qu'un unique infirmier avait ramassé 72 cadavres.
- Les ambassades des USA et Australie, alliés privilégiés du régime indonésien ont parlé de 75 et 100 tués.
- De novembre à février les timorais ont recueilli des données, les plus exactes possibles sur les victimes: noms, âge, profession, lieu de naissance et de résidence, noms des parents. L'analyse attentive de ces informations (plus de 3000 cas) a permis d'établir la liste de 271 tués, 250 disparus et 382 blessés.

Le massacre ne s'est pas arrêté aux abords du cimetière de Santa Cruz, ni au 12 novembre. Il y a eu des massacres collectifs et individuels pendant plusieurs jours. Le dernier connu, Gil Vieira Amaral, 13 ans, a été tué le 24 novembre à Baucau, à plus de 100 kms de Dili, parce qu'il avait participé à la manifestation le 12.

250 disparus et 382 blessés

- Parmi les 250 disparus on trouve une famille presque entière: 14 membres de la famille Ximenes, domiciliée dans le quartier de Fatu Hada à Dili, ont disparu le 12 novembre. Dix autres ont encore disparu entre le 13 et le 19 novembre. Le plus jeune avait 6 ans et le plus vieux 36.
- Beaucoup des 382 blessés recensés ont évité les hôpitaux de peur d'être arrêtés, torturés ou même éliminés. L'un d'eux témoigne:

"Je sentis un choc à mon épaule droite, j'étais blessé mais je pouvais encore fuir, mais je ne pouvais pas être plus rapide que les balles. Je sentis un très violent choc derrière à la base de ma cuisse qui me jeta à terre. Je sentais une brûlure ardente sur la part latérale de la cuisse (où le projectile était sorti). (...) Je trouvais un fossé, rampais un peu, rompais l'encerclement et continuais à fuir entre les maisons jusqu'à ce que, sans forces, je tombais devant l'une d'elles. Les propriétaires de la maison me tirèrent rapidement au-dedans et me cachèrent. Un peu plus tard les soldats commencèrent à fouiller les maisons. Je fus transporté dans un sac vers une maison plus éloignée. Ici encore nous fûmes avertis que les soldats se dirigeaient dans cette direction. Je fus transporté dans une autre maison, puis, la nuit tombée, ils m'emmenèrent loin de Santa Cruz et je fus soigné".

Traduire en justice et châtier...

"**La Commission** est encouragée par l'annonce récente faite par les autorités indonésiennes, selon laquelle des mesures disciplinaires ont été prises et des procédures devant la Cour martiale engagées à l'encontre de certains membres de ses forces armées, et elle invite instamment le Gouvernement indonésien **à traduire en justice et à châtier toutes les personnes jugées responsables**".
(déclaration du président de la Commission, Genève 4 mars 1992)

"Les délits commis par des membres des Forces Armées, y compris la police, devraient relever des tribunaux civils" *(recommandation du Rapporteur spécial contre la torture, P. Kooijmans, 1992)*

"**La Communauté Européenne et ses États membres**... expriment l'espoir que des enquêtes ultérieures permettront d'identifier tous les responsables"
(déclaration du 13/2/92)

"**L'Assemblée ACP-CEE** [66 pays d'Afrique, Caraïbes, Pacifique et les 12 de la CE] réunie au Luxembourg, appelle à une enquête internationale pour identifier clairement les responsables des massacres de novembre 1991...".
(résolution, 1/10/92)

Peines légères

Six officiers supérieurs ont été punis par un conseil militaire et dix militaires ont été condamnés par un tribunal, lui aussi militaire.

1. Commandant de la Région Militaire Udayana (*Général Sintong Panjaitan*)
2. Commandant du Kolakops, commando opérationnel du Timor Oriental (*Général Warouw*)
3. Cdt adjoint du Kolakops (*Colonel Sepang*)
4. Assistant des services d'information du Kolakops, (*Colonel Gatot Purwanto*)
5. Commandant de la Section C (*Colonel Aruan*)
6. Commandant do commando militaire de Dili (*Lieutenant-Colonel Wahyr Hidrayat*)

Désignés uniquement par la fonction, sans mention du poste ni du nom ajoutés ici entre parenthèses, la peine attribuée à chaque officier n'a pas non plus été rendue publique; on sait seulement que l'un d'eux a été éloigné temporairement de son poste, trois ont été démis et deux, bien que éloignés des cadres de l'armée, se maintiennent au service.

Les militaires présentés au tribunal sont:

1. Aloisius Rani (sergent), 18 mois de prison, pour avoir tiré sur un manifestant qui portait un drapeau du Fretilin.
2. Udin Syukur (sergent), 18 mois, pour avoir tiré deux coups de feu contre un manifestant qui le menaçait avec un couteau.
3. Martin Alau (caporal), 17 mois de prison, est accusé d'avoir coupé l'oreille d'un manifestant, Simplicio Celestino de Deus, avec sa baïonnette.
4. Sugiman Mursanib (lieutenant), 14 mois, pour avoir perdu le contrôle de ses troupes.
5. John Aritonang (lieutenant), 12 mois, ses hommes ont fait feu sans ordres (6 hommes/60 balles).
6. Eddy Sunaryo (lieutenant), 12 mois, a ordonné de faire feu sur les manifestants (5 hommes/33 balles).
7. Petrus Saul Mada (sergent), 12 mois
8. Yohannes A Pampada (lieutenant), 8 mois, pour avoir désobéi à des ordres.
9. Mateus Maya (soldat) et
10. Afonso de Jesus (soldat),

condamnés à 8 mois .de prison pour avoir désobéi à des ordres (l'accusation précise qu'ils ont fait feu sur des manifestants qui se dirigeaient vers l'hôpital).

toutes les personnes jugées responsables

"La Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires...
Regrettant que la Commission Nationale d'Enquête créée par le Gouvernement indonésien n'ait pas, dans ses conclusions, désigné clairement les responsables des pertes en vies humaines..."
(*résolution, Genève août 1992*)

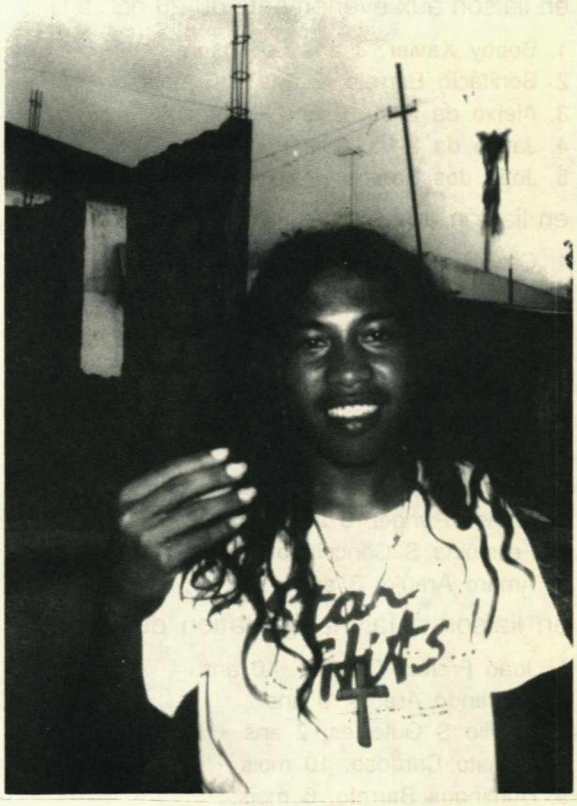
lourds crimes

- Qu'il y ait eu 50 ou 271 tués, le nombre de militaires jugés et les peines attribuées sont scandaleusement disproportionnées aux faits:
  "Les dix militaires indonésiens traduits devant la cour martiale pour participation au massacre ont reçu des peines légères de 18 mois ou moins et aucun n'a été accusé d'avoir tué, alors que l'ambassade des USA a estimé entre 75 et 100 le nombre de timorais tués"
  (*lettre des sénateurs Pell, Leahy, Kerry, Wallop et Durenberger à James Baker, 21/6/92*)

- Alors que la Commission d'enquête indonésienne reconnaît que 14 timorais hospitalisés ont été blessés à coups de poignards et 35 par objets contondants, seulement deux militaires sont accusés pour des actes de cet ordre.
  - Yohannes Pampada est accusé d'avoir battu un blessé couché par terre,
  - Martin Alau, d'avoir coupé l'oreille d'un manifestant.

Un jeune homme blessé par balles à la porte du cimetière de Santa Cruz cite M. Alau dans son témoignage; il écrit:

"Je restais par terre immobile. Un soldat indonésien de la police secrète très connu par le diminutif de Alau, pour les assassinats qu'il avait déjà commis, courrait derrière un de nos compagnons qui s'enfuyait avec difficulté, une grande tache rouge (de sang) sur la poitrine. Alau fit tomber le malheureux d'un coup-de-pied. Aussitôt il se jeta sur lui et lui appliqua trois coups de poignard sur le côté gauche. Comme la victime gémissait encore, il tira encore une balle de revolver sur la tête, lui faisant sauter la cervelle. Je fermais les yeux de terreur. Je me trouvais à peine à 3 ou 4 mètres et je feignais le mieux possible que j'étais mort.
J'entendis alors un cri un peu plus loin devant moi, j'ouvrais les yeux et vis Alau courir vers un jeune homme couvert de sang et tombé par terre qui criait de douleur. Voyant qu'il était encore vivant Alau lui administra deux coups de poignard qui le turent définitivement. Je priais Dieu que Alau ne se retourne pas vers moi. Dieu doit avoir entendu mes prières car Alau s'éloigna un peu plus".



Simplicio Celestino Deus, est la seule victime sur 271 tués et 382 blessés dont la commission d'enquête cite le nom.

903 victimes et ... 10 militaires jugés!
271 morts et ... un maximum de 18 mois de prison!
La communauté internationale peut-elle être satisfaite?

Les civils bénéficieront d'un procès équitable

"**La Commission** invite les autorités indonésiennes à assurer que tous les civils arrêtés à l'occasion de cet incident seront traités avec humanité, que ceux qui seront traduits en justice bénéficieront d'une représentation juridique appropriée et d'un **procès équitable, et que ceux qui ne sont pas impliqués dans des actions violentes seront relâchés sans plus tarder**".
(*déclaration du président de la Commission, Genève 4 mars1992*)

Timorais condamnés...

en liaison aux événements du 28 oct. à Dili:

1. Bobby Xavier, 3 ans de prison
2. Bonifácio Barreto, 2 ans + 6 mois
3. Aleixo da Silva, 2 ans + 3 mois
4. Jacob da Silva, 2 ans
5. João dos Santos, 1 an + 8 mois

en liaison aux événements du 12 nov. à Dili:

1. Gregório C Saldanha, à perpétuité
2. Francisco Miranda Branco, 15 ans
3. Carlos Santos Lemos, 10 ans
4. Saturnino Costa Belo, 9 ans
5. Jacinto Raimundo Alves, 8 ans
6. Juvencio J Martins, 6 ans+ 10 mois
7. Bonifácio Magno, 6 ans
8. Filomeno S Pereira, 5 ans + 8 mois
9. Afonso Rangel, 5 ans
10. Felismina S Conceição, 5 ans
11. Amaro Araújo, 3 ans

en liaison à la manifestation de Djakarta:

1. João Freitas Camara, 10 ans
2. Fernando Araújo, 9 ans
3. Virgilio S Guterres, 2 ans + 6 mois
4. Agapito Cardoso, 10 mois
5. Domingos Barreto, 6 mois.

ou punis sans inculpation

Selon le Commandant militaire du Timor Oriental, général Syafei, 24 prisonniers qui n'ont pas été inculpés, auraient été confiés chacun à un capitaine afin d'être "pris en main et recevoir l'éducation nécessaire pour devenir de vrais indonésiens". "Ils étaient tombés sous l'influence de l'agitation séparatiste" dit le commandant militaire de Timor. "S'ils étaient remis en liberté ils pourraient être reçus comme des héros, ou quelques personnes pourraient se retourner contre eux et les tuer". Ils seront soumis à "un endoctrinement style Kolakops" hors de Dili (Suara Kyria, Djakarta 19/3/92).
En août 92 on apprenait que l'un d'entre-eux, l'infirmier Matias Gouveia Duarte, était au commando militaire de Viqueque, sujet à des tortures, violations sexuelles, et obligé de disputer la nourriture qui était jetée aux chiens.

Accusation

Gregorio Saldanha [prison à perpétuité] est accusé: "*d'avoir organisé une manifestation anti-indonésienne*" durant la visite de l'ambassadeur des USA en janvier 1990. D'avoir participé à une organisation clandestine qui avait pour but d'organiser et coordonner les manifestations.

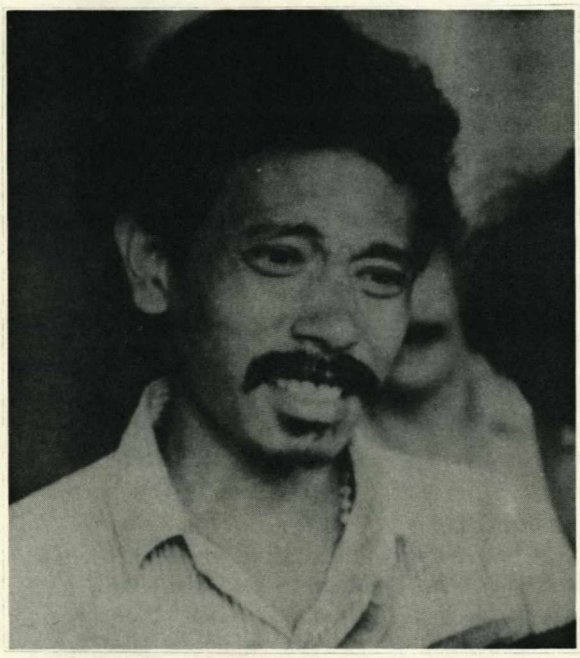
Francisco Miranda Branco [15 ans de prison] est accusé d'avoir dirigé la manifestation sans y participer directement, et d'avoir été engagé dans des activités d'appui au mouvement rebelle Fretilin.

Fernando Araújo et João Freitas da Câmara [9 et 10 ans de prison] sont inculpés aux termes de la loi anti-subversion, "*un texte peu précis qui prévoit des peines allant jusqu'à la condamnation à mort*" (Amnesty International).
"*L'acte d'accusation contre Fernando Araújo dressait une liste de réunions [de la Résistance Nationale des Étudiants de Timor Oriental – RENÉTIL] organisées entre 1988 et 1991. Au cours de ces réunions, les étudiants auraient discuté des moyens d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la difficile situation de la population du Timor Oriental. L'acte d'accusation précise que l'une des actions entreprises par les membres de la Renétil a été d'envoyer une lettre au Président des USA... Ils demandaient instamment au Président Bush de venir en aide à la population de Timor Oriental...*"
" *... ils avaient envisagé un certain nombre de manifestations publiques destinées à gagner la sympathie de la communauté internationale à propos des violations des droits de l'homme commis à Timor Oriental... Les étudiants avaient des affiches... 'Patrie ou Mort, nous vaincrons', 'le dialogue est la voie pour la résolution 37/30' [de l'Assemblée générale des Nations-Unies]".*
"*Le gouvernement a affirmé qu'ils avaient sapé l'autorité du gouvernement... il a évoqué le fait que l'intégration de Timor Oriental à l'Indonésie avait été réalisée dans la légalité pour justifier la répression*" (Amnesty International, mai 92).

Ceux qui ne sont pas impliqués dans des activités violentes seront relâchés

"La Communauté Européenne et les États membres (demandent que les timorais) qui ne sont pas mêlés à des activités violentes soient libérés sans délai"
(*déclaration, 13/2/92*)

Défense



Lors de son procès Fernando Araújo a demandé aux juges: "*Pourquoi réclamer la liberté pour Timor Oriental me vaut-il d'être accusé de subversion? Pourquoi des gens comme moi, qui essaient de parvenir à une solution par des moyens pacifiques, sont-ils jetés en prison, soumis à toutes sortes de mesures d'intimidation?*" (Fernando Araújo, prisonnier d'opinion,
Amnesty International mai 92)

Fernando Araújo a aussi obtenu le Prix des Droits de l'Homme attribué par l'entreprise multinationale Reebook aux USA.

Réactions

"L'Assemblée ACP-CEE

(78 pays) réunie au Luxembourg...
Condamne les violations des droits de l'homme au Timor Oriental et en Indonésie, où des jeunes timorais continuent à être jugés et condamnés sur la base de crimes de conscience;
Appelle à la libération immédiate de tous les timorais déjà condamnés ou qui attendent jugement, dont l'unique délit a été de revendiquer le respect des droits de l'homme et l'instauration de la démocratie".
(*résolution adoptée le 1er octobre 1992*)

Portugal

En inculpant pour subversion des timorais accusés de préparer des manifestations ou de divulguer des informations sur les violations des droits de l'homme:
"*Le Gouvernement indonésien manifeste son mépris à l'égard de la communauté internationale et la mauvaise foi avec laquelle il feint d'accepter les recommandations formulées par la Commission des Droits de l'homme des Nations-Unies, qu'il a lui-même souscrit le 4 mars dernier*"
(*déclaration du porte parole du Ministère des Affaires Étrangères du Portugal, 26/5/92*)

Australie

"*Nous avons manifesté clairement aux autorités de Djakarta notre mécontentement en relation à la disparité des peines appliquées aux soldats et aux manifestants*" La condamnation de Gregório Saldanha est "*injuste et va contre les principes élémentaires des droits de l'homme*"
(*Gareth Evans, Ministre des Affaires Étrangères d'Australie*)

"**Amnesty International** *est profondément préoccupée par le fait que toutes les tentatives de protestation contre ces violations - y compris les efforts faits pour en informer la communauté internationale - sont considérés comme une activité subversive*"

La communauté internationale peut-elle se limiter à quelques protestations isolées?

Amos Wako, envoyé du Secrétaire général

"La Commission se félicite du fait que M. S. Amos Wako ait été nommé envoyé personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unies, chargé d'obtenir des éclaircissements sur les évènements tragiques du 12 novembre 1991, ainsi que de la volonté des autorités indonésiennes de coopérer pleinement avec lui". (*déclaration du président de la Commission, Genève 4 mars 1992*)

"La Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires
Invite le Secrétaire général à transmettre le rapport complet de son envoyé personnel, M. Amos Wako, à la Commission des Droits de l'homme, lors de sa 49ème session".
(*résolution, Genève août 1992*)

La mission

"*Ma mission est purement consultative, celle de quelqu'un qui cherche des éclaircissements, qui cherche à s'informer sur ce qui se passe, sur ce qui est fait par le Gouvernement en relation à l'incident du 12 novembre".*
(Reuter, Djakarta 9/2/92)

Amos Wako a visité Dili, il a suivi le parcours réalisé par la manifestation entre l'église de Motael et le cimetière de Santa Cruz, visité l'hôpital où le Major Sofyan Malik, commandant du détachement militaire indonésien lui a dit qu'il y avait eu 18 tués au total, 13 sur place et le reste mort à l'hôpital. Amos Wako a exigé de parler avec l'évêque et deux prêtres sans la présence des militaires.

Amos Wako rapporte que le Président Suharto a été très clair: "*Ceux qui ont donné l'ordre de tirer et ceux qui ont fait feu doivent être poursuivis*"
(*Kyodo, Japon 14/2/92*)

L'envoyé du S.G. déclare avoir atteint ses objectifs: "*Je pense que j'ai l'information nécessaire pour les pas suivants. Je rapporterai tout cela au Secrétaire général. Le pas suivant est de sa responsabilité. Je ne sais pas s'il veut soumettre cela à un forum international ou non. Je dois laisser cela à son critère*"
(*Editor,Djakarta 22/2/92*)

encore des promesses

"*Le Gouvernement de l'Indonésie a donné son accord de principe à ma proposition pour que mon envoyé spécial visite de nouveau la zone au moment considéré opportun*" (*Boutros Ghali, Set. 92, rapport annuel sur Timor pour l'Assemblée générale des Nations-Unies*)

"La Communauté Européenne et ses États membres... se félicitent de l'engagement des Nations Unies et de la nomination de Amos Wako en tant que représentant personnel de Secrétaire général... ils attendent avec intérêt le rapport de sa visite".
(*déclaration de la CE, 13/2/92*)

La Commission Internationale de Juristes commentant la visite de M. Amos Wako déclare que la commission nationale d'enquête indonésienne "*n'a pas atteint les standards d'impartialité, crédibilité et compétence technique reconnus internationalement*".
M Dieng déclare que son organisation est "*satisfaite que l'envoyé ait été reçu par les autorités indonésiennes, mais sincèrement nous ne voyons pas ces contacts diplomatiques comme tenant place d'une enquête complète et impartiale sur le massacre de Dili ni d'une ample étude sur la situation des droits de l'homme dans l'île occupée*".

Asia Watch, organisation américaine de défense des Droits de l'Homme affirme que: "*Les mesures prises par le Président Suharto n'ont eu aucun impact visible sur la situation des droits de l'homme au Timor Oriental*". (Sidney Jones)

Le secret sur le rapport de M. Amos Wako prétend-t-il épargner l'Indonésie ou couvrir la passivité de la communauté internationale?

Bons offices du Secrétaire général

Solution "juste, globale et internationalement acceptable"

"La Commission encourage le Secrétaire général à poursuivre ses bons offices en vue de parvenir à un règlement juste, global et internationalement acceptable de la question du Timor Oriental".
(*déclaration du Président, 4 mars 1992*)

"**L'Assemblée générale,**
Reconnaissant le droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations-Unies, à la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, et à d'autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations-Unies,
Préoccupée par la situation humanitaire qui règne dans le territoire et convaincue que la communauté internationale ne doit épargner aucun effort pour améliorer les conditions de vie de la population du Timor Oriental et lui garantir la jouissance effective de ses droits de l'homme fondamentaux,
Prie le Secrétaire général d'entamer des consultations avec toutes les parties intéressées, en vue de rechercher les moyens permettant de parvenir à un règlement global du problème...".
(*Résolution 37/30 de l'Assemblée générale des Nations-Unies, 1982*)

L'Indonésie, qui est sortie vaincue du vote de cette résolution à l'Assemblée générale, a tout fait au long des années pour en bloquer l'application. Les conversations ont traîné en longueur et ont été vidées de leur contenu. L'Indonésie n'a même jamais admis que les timorais y soient associés.
Au bout de neuf ans de négociations le principal résultat obtenu fut l'acceptation par Djakarta de la visite d'une mission de parlementaires portugais accompagnée de fonctionnaires de l'ONU et de la presse internationale. Cette visite fut rendue impossible par les restrictions indonésiennes sur les possibilités d'information.
Dès le début de 1992 le Portugal demanda la reprise des conversations interrompues depuis octobre 1991. Le nouveau Secrétaire général, Boutros Ghali, obtint l'accord de Djakarta juste à temps pour l'élaboration du rapport sur la question de Timor qu'il adresse chaque année à l'Assemblée général des Nations-Unies.
Le 26 septembre les Ministres des Affaires Étrangères du Portugal et de l'Indonésie ont eu leur première rencontre sous les auspices de M. Boutros Ghali.
Le communiqué de presse des Nations-Unies déclare que les deux Ministres "*ont été d'accord pour reprendre le dialogue entre les deux gouvernements pour rechercher une solution juste, globale et internationalement acceptable pour le problème du Timor Oriental, sous les auspices du Secrétaire général... Les Ministres se rencontreront régulièrement*".
À la sortie le ministre portugais se déclarait "*plus optimiste que deux heures plus tôt*". Le ministre indonésien réaffirmait l'opposition absolue de son pays à l'idée d'un référendum. La deuxième rencontre, le 17 décembre, n'a révélé aucun progrès. Une troisième rencontre se réalisera à Rome en avril, une lenteur dont l'Indonésie profite pour essayer de créer des situations irréversibles.

"**La Communauté Européenne et ses États membres** appuient les efforts entrepris par le Secrétaire général des Nations Unies pour un règlement juste, global et internationalement acceptable de la question de Timor-Est qui respecte pleinement les intérêts et aspirations légitimes des ressortissants de Timor-Est, en conformité avec les principes de la Charte des Nations-Unies".
(*intervention de la CE devant la 3ème Commission de l'A.G. de l'ONU, 24/11/92*)

Les membres du Parlement Européen et de l'Organisation Parlementaire de l'ANASE [*dont fait partie l'Indonésie*] réunis à Djakarta:"Réaffirment que les droits de l'homme et les libertés fondamentales s'appliquent universellement et globalement, et ils s'engagent à coopérer à la protection de ces droits et libertés. Ils expriment l'espoir que les conversations qui vont se réaliser entre les Ministres des Affaires Étrangères de l'Indonésie et du Portugal sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU contribueront pour une solution honorable pour les deux parties"
(*déclaration conjointe, Djakarta 23/9/92*)

Solution "juste et globale" dans le cadre du droit des peuples ou seulement "honorable" pour le Portugal et l'Indonésie? Les timorais ne sont-ils pas "partie directement intéressée"?

Améliorer la situation des Droits de l'homme au Timor Oriental

"La Commission demande instamment au Gouvernement indonésien **d'améliorer la situation des droits de l'homme au Timor Oriental"**. (*déclaration du président, Genève 4/3/92*)

"La Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires...
Se déclare profondément préoccupée par les informations faisant état de violations généralisées et persistantes des droits de l'homme au Timor Oriental..." (*résolution, Genève août 1992*)

Contrairement aux compromis assumés, l'Indonésie a renforcé, après le massacre de Santa-Cruz, sa répression sur la population timoraise.
Le nouveau commandant militaire, le général Syafei, estime que s'il y a instabilité à Timor: "*Le fond du problème c'est que dans beaucoup de cas, nous n'avons pas été décidés, nous avons manqué de consistance. Il y a plusieurs facteurs qui ont rendu le Timor Oriental instable. Nous avons besoin d'être plus consistants*" (*Kompas, Djakarta 17/3/92*). Syafei a lui-même laissé entendre ce que, pudiquement, il appelle 'consistance': "*Si quelquechose de semblable à ce qui est arrivé le 12 novembre se produisait sous mon mandat, le nombre de victimes serait probablement plus élevé*"
(*Editor, Djakarta 14/3/92*).

Sous son commandement, les occupants se font plus présents et plus pressants: "*Avant ils étaient dans les rues, maintenant ils sont dans nos chambres*" dit un timorais. Arrestations, disparitions, tortures continuent, mais le territoire a été pratiquement isolé de l'extérieur et les informations détaillées sont difficiles. C'est sous la torture qu'un timorais aurait donné les informations qui ont permis la capture de Xanana Gusmão, le leader de la résistance timoraise, en novembre. Amnesty International, qui a divulgué les noms de plusieurs dizaines de personnes arrêtées en même temps que lui, affirme que les arrestations se chiffreraient par centaines. Beau-coup ont disparu et trois au moins seraient morts sous la torture.

Un prêtre catholique dit: **"Les tortures continuent tous les jours. Il n'y a jamais rien eu de semblable. D'innombrables personnes ont été battues, certaines jusqu'à la mort, et tout cela continue. Tout ce que Amnesty dit est totalement confirmé, mais les choses sont pires, bien pires que cela. D'innombrables personnes ont été arrêtées et un nombre significatif obligé d'en trahir d'autres après avoir été torturées. La réalité est bien pire que ce qu'il est possible aux observateurs de voir de l'extérieur. Vous pouvez dire à tout le monde qu'il n'y a aucun doute sur les tortures et atrocités que les indonésiens sont en train de commettre. La torture s'étend même aux parties privées des garçons et des filles, des hommes et des femmes... Les indonésiens continuent à convoquer les personnes pour interrogatoires et torture. En de nombreux cas la torture est tellement terrible que les personnes cèdent au côté indonésien. Beaucoup des personnes remises en liberté semblent des cadavres... Les queues d'attente pour les prisons sont impressionnantes, les personnes sont arrêtées les unes après les autres. Actuellement les personnes ne sont libres que pour prier et penser"**
(Catholic Institut for International Relations, Londres, Press release 11/12/92)

Une mission du **Conseil Oecuménique des Églises** (COE) et de la **Conférence des Églises d'Asie** (CCA) a visité la Timor Oriental sur invitation du Conseil des Églises d'Indonésie (Églises protestantes). Composée de 5 responsables (Philippines, Australie, Sri Lanka, CCA et COE) la mission s'est entendu dire par le général Syafei que l'Église catholique est "*la cause principale de la tension dans la Province*".
Contrariant cette accusation, le rapport de la mission estime que "*le contrôle militaire constant sur la vie administrative, sociale, économique et politique... constitue une grave source de tensions et de ressentiments permanents*".
Elle note aussi "*la possibilité d'un renforcement de la répression, dans le contexte de directives plus dures des autorités militaires*" après novembre 1991.
(*Service Oecuménique de Presse et Information, Genève 28/4/92*)

"*Les problèmes humanitaires sont fréquents au Timor Oriental*" *et ils sont "la conséquence d'une grave tension politique*"
(*Cornélio Sommaruga,*
Président de la **Croix-Rouge Internationale**)

"**Le gouvernement portugais** appelle une fois de plus l'attention de la communauté internationale sur la persistance d'une situation qui constitue un véritable défi aux valeurs et principes proclamés comme universels, soit en matière de droits des peuples, soit de droits des personnes. Il est urgent d'empêcher la répétition de violences comme celle du 12 novembre 1991 au Timor Oriental, d'une confrontation qui a sa racine dans la négation de ces droits. L'Histoire récente montre que le temps ne consolide pas, mais au contraire ronge inexorablement, des situations illégitimes et imposées par la force".
(*1er anniversaire du massacre de Santa Cruz*)

Donner suite aux recommandations du rapport Kooijmans

"**La Commission** se félicite du rapport établi par son rapporteur spécial chargé de la question de la torture, concernant sa visite en Indonésie et au Timor Oriental, faite sur l'invitation du Gouvernement indonésien; engage les autorités indonésiennes à prendre les mesures nécessaires pour **donner suite à ses recommandations et attend avec intérêt de recevoir un rapport sur ce sujet**".
(*déclaration du président, Genève mars 1992*)

"**La Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires...**
Considérant que le Gouvernement indonésien s'était engagé à adopter les mesures nécessaires en vue de l'application des recommandations du Rapporteur spécial,
Préoccupée par le fait qu'en application de la "loi antisubversive", dont l'abrogation avait été recommandée par le Rapporteur spécial, de lourdes peines ont été infligées aux habitants du Timor Oriental ayant participé à des activités politiques pacifiques..." (*résolution, Genève août 1992*)

Recommandations du Rapport Kooijmans.

- Adhésion aux Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels et à la ratification de la Convention de 1984 contre la torture;
- le droit des personnes arrêtées d'avoir accès à un avocat qui est garanti par la loi devrait être scrupuleusement respecté;
- Toutes les preuves qui sont obtenues par des méthodes qui ne sont pas conformes à la loi devraient être rejetées devant les tribunaux;
- vu que l'on ne peut répondre clairement à la question de savoir si la loi antisubversion exige le respect des droits fondamentaux et le fait que les crimes commis contre la sécurité de l'État et contre l'ordre public sont déjà passibles de sanctions aux termes du code pénal en vigueur, la loi antisubversion devrait être abolie;
- Il faudrait créer une autorité ou un organe auprès duquel les personnes victimes de violations des droits de l'homme (par exemple de tortures) puissent déposer leurs plaintes.
- Il faudrait instaurer un système de visite régulière de tous les lieux de détention, y compris les postes de police, par une autorité indépendante...
- Les fonctionnaires qui ont été reconnus coupables d'avoir commis ou excusé des actes de torture ou autres traitements cruels, inhumains ou dégradants devraient être sévèrement châtiés;
- Les délits commis par des membres des forces armées, y compris la police, devraient relever des tribunaux civils.

Faciliter l'accès aux organisations de défense des droits de l'homme

"**La Commission** demande au Gouvernement indonésien de **faciliter l'accès à Timor Oriental à d'autres organisations humanitaires ainsi qu'aux organisations de défense des droits de l'homme**".
(*déclaration du président, Genève mars 1992*)

"**La Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires...**
Invite les autorités indonésiennes à honorer leur engagement de faciliter l'accès des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme au Timor Oriental..." (*résolution, Genève août 1992*)

Contrairement à leurs engagements, les autorités indonésiennes ont renforcé le blocus du Timor Oriental. Amnesty International a essuyé de nouveaux refus. Les directeurs de Asia Watch (USA) et ACFOA (Australian Campaign for Overseas Aid) ont été inscrits sur la longue liste noire des personnes interdites d'entrer en Indonésie.
Le blocus a été étendu aux journalistes étrangers résidants en Indonésie et aux journalistes indonésiens travaillant pour des publications étrangères. Peter Goodman, journaliste américain résidant à Djakarta, l'a appris alors qu'il se trouvait à Dili et a été invité à abandonner le territoire immédiatement. Les quelques journalistes autorisés à visiter Timor sont, comme les touristes, photographiés à leur arrivée à Dili et surveillés pendant tout leur séjour.
Des parlementaires ont eux-mêmes expérimenté le refus d'entrer au Timor Oriental, nous pouvons citer ceux de trois pays parmi les plus proches alliés de l'Indonésie: une mission de parlementaires japonais, une autre de l'Australie, et enfin deux sénateurs américains qui visitaient l'Indonésie, Claibourne Pell et David Boren.

La capture de Xanana Gusmão

Le leader de la résistance contre l'occupation indonésienne, Xanana Gusmão, a été capturé le 20 novembre dernier à Dili. Un membre de la résistance clandestine, qui n'a pas résisté aux tortures auxquelles il était soumis par les occupants, aurait fourni les indications qui ont permis sa capture. En même temps que Xanana Gusmão ont été arrêtés des membres de sa famille, de la famille du propriétaire de la maison où il se trouvait, et beaucoup d'autres y compris des femmes, des vieillards et des enfants.

Confession ou manipulation

Le premier décembre, après 10 jours durant lesquels même le lieu de sa détention fut gardé secret, la télévision indonésienne exhibait un vidéo montrant Xanana prenant le thé avec le Gouverneur de Timor. Scène faussement banale: le leader timorais demande pardon pour ses 17 ans de résistance et appelle à la reddition. Drogues? Tortures? Plus que les tortures dont il aurait lui-même été victime c'est sans doute les menaces et les tortures sur les personnes arrêtées en même temps que lui qui ont conduit Xanana à faire ces déclarations: "*un jeune homme de la famille où il était hébergé, Jorge Araujo Serrano, aurait été torturé jusqu'à la mort, et deux femmes violées sous les yeux de leurs familiers*" dit Amnesty International.

"*Les faits nous enseignent que lorsqu'un prisonnier fait des affirmations de ce genre, c'est naturellement la conséquence de mauvais traitements*" affirme Mgr Belo, l'évêque catholique de Timor Oriental (*Público, Lisbonne 4/12/92*). Le général Sutrisno prétend que "*ce n'est pas vrai*". Pour lui c'est une "*insulte*" que de suggérer que l'Indonésie maltraite un prisonnier. "*Pardon, mais nous ne sommes pas stupides*" réplique M. Carrascalão, un timorais qui pendant dix ans, et jusqu'à septembre dernier, était Gouverneur civil du Timor Oriental et défend publiquement l'intégration de Timor dans l'Indonésie (*Washington Post, 19/12/92*).

La rectification possible

Dans un entretien postérieur, accordé dans les locaux de la police à un journaliste portugais, entretien filmé et censuré par les militaires indonésiens, Xanana parvient, subtilement, à indiquer que la conversation avec le gouverneur ne correspond pas à ses positions:

- L'Indonésie a diffusé deux appels télévisés de Xanana appelant ses compagnons à la reddition. Au journaliste de la TV SIC qui l'interroge sur l'avenir de la résistance, le leader timorais répond: "*ils ne luttaient pas pour moi, ils ne luttaient pas pour moi*", façon discrète de dire que ce n'est pas pour son appel qu'ils doivent se rendre.

- Xanana avait aussi appelé ses compatriotes à travailler avec l'Indonésie au développement de Timor, un des thèmes préférés de la propagande indonésienne en faveur de l'intégration.

Interrogé sur cette nouvelle attitude, Xanana répond: "*J'ai déjà dit aux autorités indonésiennes que je n'ai pas d'autre ambition que d'aider ce peuple à... à se construire*" (*TV SIC et journal Público, Lisbonne 11 et 12/12/92*). On voit la nuance!

User la religion pour violer les consciences

L'exhibition d'un prisonnier à fins de propagande est une autre violation des lois internationales. L'Indonésie cherche par tous les moyens à démoraliser les timorais.

Le général Syafei, commandant des troupes d'occupation, a annoncé que les résistants pouvaient se rendre avec leurs armes dans 7 églises et que Mgr Belo s'associait à l'appel à la reddition préparant un message dans ce sens (*Reuter, Djakarta 3/12/92*). "*C'est tout des mensonges, c'est la propagande des militaires*" rétorque l'évêque (*Público, Lisbonne 4/12/92*).

L'Indonésie pousse plus loin encore son mensonge et viol des consciences.

Les timorais suspects d'être favorables à l'indépendance sont emmenés auprès de symboles religieux [*la plupart des timorais sont catholiques*] et ils doivent, devant ces images (statues de Notre-Dame de Kuluhun à Dili, pèlerinage de Aitana) jurer fidélité à l'Indonésie en posant une main sur la Bible et l'autre sur le drapeau indonésien avant d'être libérés. Des prêtres catholiques indonésiens, aumôniers militaires et autres, collaborent à cette farce.

Des coutumes plus anciennes encore, comme le 'pacte de sang', un rite sacré et inviolable selon la tradition timoraise, sont utilisés dans le même sens en usant de menaces contre ceux qui s'y refuseraient.

Plus fermes qu'avant...

"*Malgré tout cela, l'esprit des jeunes, leur désir de liberté, est plus ferme qu'avant. Lorsque les personnes ne sont pas brisées par la torture elles sont fermes dans leurs perspectives. Actuellement les personnes ne sont libres que pour prier et penser*", ajoute le prêtre déjà cité qui décrivait les arrestations et tortures en masse.

(*Catholic Institut for International Relations, Londres, Press release 11/12/92*)

Se battre pour un droit reconnu par l'ONU

Xanana était depuis longtemps conscient qu'il n'y a pas de solution militaire pour la question de Timor. En mars 1983 déjà il était parvenu à engager des pourparlers avec le Colonel Purwanto, alors commandant militaire du Timor Oriental. Le général B. Murdani y avait mis fin en août. Depuis, Xanana a multiplié les propositions de paix, la dernière lors du sommet des Pays Non-Alignés, réuni à Djakarta en septembre. Comme toutes les autres elle a été rejetée.

L'évêque catholique de Dili a écrit en 1989 au Secrétaire Général de l'ONU, Perez de Cuellar, lui demandant que les Nations-Unies organisent un référendum pour que le peuple timorais puisse enfin s'exprimer. Malgré son appel angoissé: "*nous mourons comme peuple et comme nation*" il n'a pas obtenu de réponse. Mgr Belo continue à défendre la réalisation d'un référendum:"*pour moi c'est la meilleure solution*"
(*Público, Lisbonne 4/12/92*)

Xanana Gusmão voulait secouer cette torpeur: "**Notre action est indispensable, il est nécessaire de montrer au monde que derrière la complicité internationale un peuple est menacé, derrière le cynisme politique de beaucoup de gouvernements démocratiques il y a un manque de respect intolérable pour les résolutions de l'Assemblée Générale de l'ONU et du Conseil de Sécurité. Nous allons nous battre pour la participation des timorais au dialogue, sous les auspices de l'ONU**" écrit-il dans un message aux cadres de la résistance le 1er novembre 1991.

Pour secouer la torpeur des Nations-Unies les timorais réalisent une manifestation pacifique lors du passage du rapporteur spécial de l'ONU chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture.
La répression était prévue: "*en voyant arriver les militaires j'ai pensé qu'ils venaient nous arrêter*" écrit l'un des organisateurs. Mais la répression dépassa les prévisions et aboutit à un massacre.
Malgré cela Xanana Gusmão rejette l'idée de revenir à la violence: "*nous ne devons pas le faire, nous ne pouvons pas le faire*" écrit-il.

Tout le monde, y compris les occupants indonésiens, avait compris que la réduction des activités de la résistance armée depuis plusieurs années ne correspondait pas seulement aux difficultés d'une lutte coupée de tout sanctuaire ou source d'approvisionnement extérieur.
Elle faisait partie d'un plan plus vaste qui donnait la priorité à l'action politique. Cette réduction a permis que l'Indonésie, rassurée, décrète une certaine ouverture du territoire à partir de 1989. Celle-ci permit à son tour l'organisation de manifestations lors du passage de visiteurs de marque: le Pape Jean Paul II en octobre 1989, l'ambassadeur des USA en janvier et celui du Vatican en septembre 1990.
La manifestation prévue lors de la visite des parlementaires portugais, visite programmée sous les auspices des Nations-Unies, devait être le sommet de cette action politique.

'Xanana, symbole d'unité nationale' dit la banderole

Les militaires indonésiens n'étaient pas et ne sont pas préparés à cette forme de lutte. "*L'ennemi est partout, aussi bien dans les villes que nous contrôlons que dans le maquis*". "*Xanana n'est qu'un symbole*", dit le général Syafei. C'est ce symbole que l'Indonésie veut juger!

Jugement de Xanana, un test.

"Selon la loi indonésienne le leader de la résistance timoraise a mené des activités subversives et séparatistes et il est passible de la peine de mort.
Puisque les Nations Unies ne reconnaissent pas le Timor Oriental comme partie de l'Indonésie cette argumentation n'a aucune justification internationale. Au contraire, Xanana Gusmão et tous les autres timorais qui luttent pour l'indépendance se battent pour un droit qui leur est reconnu par les Nations-Unies.
En bonne logique, l'ONU et ses États-membres devraient faire pression sur l'Indonésie pour qu'elle libère M. Xanana Gusmão. Son prestige et sa volonté de dialogue font de lui un interlocuteur précieux pour les conversations que M. Boutros Ghali vient de relancer et auxquelles, selon les Nations-Unies, doivent participer toutes les parties concernées. L'attitude du Secrétaire général et des Gouvernements, alors que Xanana Gusmão est menacé, sera un test à leur volonté d'obtenir la 'solution juste, globale et internationalement acceptable' que tous prétendent rechercher".
(*Le Monde Diplomatique, Paris janvier 1993*)

Un accident regrettable qui ne représente pas la volonté du Gouvernement?

La diplomatie indonésienne a inlassablement répété que l'incident de Santa-Cruz était un accident et qu'elle le regrettait.

Cette version pourrait être crédible s'il n'y avait pas l'Histoire de 17 ans d'occupation militaire du Timor Oriental et ses 200 mille morts; si l'on acceptait la version officielle du massacre faisant abstraction de tous les autres témoignages; si l'on ignorait l'ampleur même du massacre.
C'est ce qu'a fait la Commission d'enquête nommée par le Président Suharto. Elle fait "*exagérément foi à la version des faits fournis par les militaires, alors qu'elle ne tient aucun compte ou donne une fausse interprétation des éléments de preuve indépendants, notamment des témoignages oculaires. (...) Fait révélateur, dans le rapport de la CNE aucune référence n'est faite à la tradition de violations des droits de l'homme au Timor Oriental et en Indonésie. Si la Commission y avait fait allusion, elle aurait dû reconnaître que le recours à l'usage meurtrier des armes par les forces de sécurité était devenu pratique courante face à l'expression d'opinions politiques dissidentes. La commission a analysé le massacre de Santa-Cruz comme un évènement isolé, sans tenir compte de tout ce qui dénonce les violations commises jusqu'ici. C'est ce qui a permis de soutenir que cette tuerie ne reflétait pas la politique du Gouvernement ou de l'armée*".
(*Amnesty International, fev.93*)

Dans cette tradition de violence s'inscrivent les déclarations des principaux responsables militaires, avant et après le 12 novembre 1991.

- Après les manifestations qui ont marqué la visite du Pape et celle de l'ambassadeur des USA, John Monjo, le Ministre de la Défense, le **général B. Murdani** déclarait: "*Je vous l'ai déjà dit, si vous essayez d'organiser votre propre État, et si le mouvement est fort, suffisamment fort, il sera écrasé par ABRI. (...) Quelques soient leurs sympathisants ici, nous les écraserons tous! Je répète, nous les écraserons tous!*" (*Discours aux fonctionnaires publics timorais, Dili 3/2/90*)

- Après Santa-Cruz le **général Warouw**, commandant militaire du Timor déclare: "*Dans une zone d'opération militaire le devoir de tout soldat est de détruire l'ennemi*" (*Editor, cité in Expresso 14/12/91*).
Warouw a été démis de ses fonctions mais son successeur, le **général Syafei** promet d'être plus dur. Selon lui son prédécesseur a manqué de fermeté: "*nos approches sont différentes*" dit-il, et il répète à plusieurs reprises qu'avec lui "*il y aurait probablement eu plus de victimes*".

- Le général Panjaitan, commandant de la Région militaire dont Timor fait partie, a aussi été démis mais son successeur le **général Mantiri** déclare: "*Nous ne regrettons rien. Ce qui est arrivé a été correct. Comme militaire, c'est comme cela. Ils s'opposaient à nous et le montraient par des actes clairs contre le Gouvernement. Pour moi c'est la même chose que la rébellion, d'où la raison d'une action ferme. De notre point de vue, il n'est pas question de mauvaise image. Les gens de l'extérieur parlent de façon enflammée, exagérant les choses, mais elles n'étaient pas si mal qu'ils l'affirment. Si les gens montrent, partout, une idée d'opposition au Gouvernement, nous agissons. Pour moi c'est correct*" (*Editor 4/7/92*).

- Le **général Sutrisno**, chef d'État-major, avait dit au surlendemain du massacre, à l'Institut National de Défense: "*L'armée ne peut pas être sous-estimée. Finalement il a fallu leur tirer dessus. Des délinquants comme ces manifestants doivent être tués et ils le seront lorsque cela sera nécessaire*" (*The Guardian et Amnesty International 21/11/91*). Il n'a pas été démis, et en décembre il a même déclaré: "*Une fois accomplie la mission d'enquête nous anéantirons les séparatistes qui ont terni la dignité du Gouvernement*" (*Amnesty International, fev. 92*).

"Un nouveau 12 novembre est possible, le problème est de savoir quand"
(M. Carrascalão, Gouverneur civil du Timor Oriental de 1982 à septembre 1992, Washington Post 19/12/92).

Dans la presse...

La principale puissance coloniale d'Asie.

L'Indonésie semble décidée à continuer à prétendre au titre de principale puissance coloniale d'Asie. Elle y parvient par sa position au Timor Oriental longtemps colonie portugaise et brièvement indépendant du Portugal jusqu'à ce que l'Indonésie (ex-colonie hollandaise) l'a annexé en 1975.

Il y a un an l'armée indonésienne a attiré l'attention du monde par le massacre gratuit de dizaines de manifestants pacifiques en faveur de l'indépendance. Le président Suharto a partiellement récupéré en forçant l'armée à reconnaître sa responsabilité - mais pas complètement. **Cette année le Gouvernement fait preuve d'une nouvelle arrogance et grossière exhibition de force.**

Ayant capturé le leader de la résistance du Timor Oriental, Xanana Gusmão, l'armée l'a exhibé à la télévision dans une représentation tellement bizarre - il fait appel à ses camarades guérilleros pour qu'ils abandonnent le combat en faveur de l'indépendance - qu'elle fait penser qu'il a été torturé. Les groupes de défense des droits de l'homme font état de nouvelles poursuites, tortures et disparitions.

Timor Oriental est, pour la majorité des américains, l'autre face de la lune. Sa rapide absorption par l'Indonésie fortement anti-communiste - durant le guerre du Vietnam, lorsque Washington appréciait l'appui indonésien - a été à peine signalée sur la scène politique américaine, mais **cela peut être en partie modifié sous une administration comme celle de Clinton plus attentive au Droits de l'Homme.**

Parmi les Gouvernements européens, seulement le Portugal, qui sent un reste de responsabilité pour ne pas avoir vu sa colonie accéder à l'indépendance, essaie de maintenir le Timor Oriental à l'agenda des Nations-Unies.

Les Nations-Unies reconnaissent le Portugal comme puissance administrante du Timor Oriental et le Secrétaire général a invité l'Indonésie et le Portugal pour des conversations à New-York le 17 décembre.

L'Indonésie doit trouver un moyen de laisser le Timor Oriental choisir son avenir. Les négociations des Nations-Unies offrent un cadre. L'Indonésie doit aussi trouver les règles minimum pour permettre à la Croix-Rouge Internationale de visiter M. Gusmão et les nombreux autres prisonniers politiques. Un Gouvernement indonésien avisé chercherait à négocier avec M. Gusmão dans un procès politique.

Si cela n'était pas possible il lui assurerait un jugement juste. **Comment peut-il être de l'intérêt de l'Indonésie de se maintenir comme puissance coloniale?**

(*Éditorial, Washington Post 5/12/92*)

Le cimetière appelé Timor Oriental

(...) En novembre dernier des témoins étrangers étaient présents lorsque l'armée indonésienne a massacré de 50 à 100 manifestants non-violents qui s'étaient rassemblés au cimetière de Dili.

Il n'y a aucun signe de contrition dans le discours que le président de l'Indonésie, Suharto, leader des 108 pays du Mouvement des Pays Non-Alignés, a prononcé hier aux Nations-Unies. Il a critiqué les "politiques d'hégémonie et domination" et apporté un appui inébranlable au "droit inaliénable à l'autodétermination, indépendance et droit de constituer un État" pour les palestiniens. Mais il n'a fait aucune allusion au Timor Oriental ou à ce qu'il appelle officiellement "l'incident du 12 novembre".

L'Indonésie est une orgueilleuse et importante puissance régionale (...) mais en relation au petit Timor Oriental, Djakarta se comporte comme une République de bananes. Elle a rejeté les propositions portugaises pour la réalisation d'un référendum dans l'ancienne colonie et les nombreux efforts pour permettre la présence des Nations-Unies au Timor Oriental. Tout cela alors que le général Suharto demande ostensiblement le retrait des troupes étrangères - au long du Jourdain.

(*Éditorial, New York Times 25/9/92*)

Djakarta suspecte sur Timor

(...) Avec la fin de la guerre froide l'Occident peut être plus exigeant face aux régimes qu'il appuie. Les généraux indonésiens qui traitent encore le Timor Oriental comme une chasse privée commettent une erreur en ne s'apercevant pas de cette nouvelle réalité internationale.

Pour Djakarta le signe le plus dangereux du mécontentement international est la décision du Congrès des USA de couper cette année 2,3 millions de dollars d'aide militaire et économique à l'Indonésie. Bien que la coupure n'affecte qu'une petite partie de l'aide des USA à l'Indonésie la décision prétend transmettre un avis sérieux à Djakarta. Le Gouvernement indonésien devra modifier le comportement de ses militaires, pas seulement au Timor Oriental, ou il courra un risque plus grand de perdre l'appui des USA.

Il faut maintenant faire comprendre au Gouvernement indonésien que le problème du Timor Oriental ne disparaîtra pas comme problème international. La détermination des timorais et la brutalité présumée de l'armée indonésienne se conjuguent pour assurer que le Timor Oriental ne sera jamais véritablement en paix tant qu'il sera administré comme il l'est actuellement. **Il n'y a pas de doute qu'il y aura d'autres tragédies au Timor Oriental si Djakarta n'affronte pas courageusement les plaintes des timorais de l'est...**

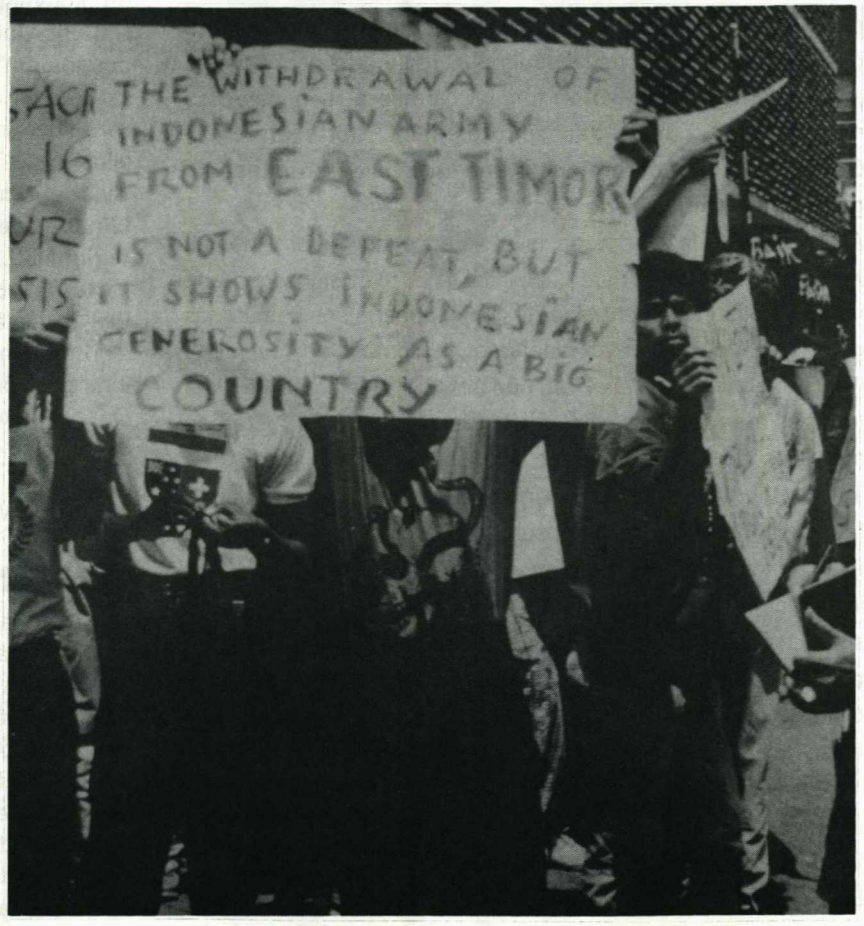
(*Éditorial, The Sidney Morning Herald, Australie 15/8/92*)

"L'Indonésie a autant besoin de se libérer du Timor Oriental que le Timor Oriental a besoin de se libérer de l'Indonésie"

À l'image du général Suharto, Président désigné pour la sixième fois (il n'y a pas de surprises dans la 'démocratie' indonésienne), le régime militaire se cramponne au pouvoir.

Les militaires qui ont décidé l'invasion du Timor Oriental il y a 17 ans et qui se maintiennent au pouvoir n'admettent pas que, comme le dit Russel Rollerson, directeur exécutif de l'Australian Campaign for Overseas Aid: "**L'Indonésie a autant besoin de se libérer du Timor Oriental que le Timor Oriental a besoin de se libérer de l'Indonésie**".

Ali Alatas, le Ministre des Affaires Étrangères d'Indonésie, la face civile et civilisée de ce régime militaire, l'a compris parce qu'il sent dans ses contacts diplomatiques que cela gêne son pays et l'empêche d'occuper sur la scène mondiale une place correspondant à son importance. Il a lui même utilisé pour exprimer cette situation une image expressive: "**Timor Oriental va être comme une pierre dans la chaussure, pas un grave problème mais qui devient incommode. Il serait très dommage qu'à cause de ce problème l'Indonésie ne puisse pas jouer un rôle plus important dans le monde**" (*Tempo, Djakarta 28/3/92*). Comme chacun sait, une pierre dans la chaussure peut même provoquer une blessure et empêcher de marcher. Ne serait-il pas plus sage de se déchausser et de laisser tomber la pierre?



Manifestation à Djakarta le 19 novembre 1991. "*Le retrait de l'armée indonésienne du Timor Oriental n'est pas une défaite, mais elle montre(rait) la générosité de l'Indonésie comme grande nation*".

La Hollande, ex-puissance coloniale de l'Indonésie connaît mieux que quelconque autre pays la situation indonésienne. Après le massacre de Santa-Cruz elle a bloqué l'aide économique qu'elle attribuait à son ancienne colonie, mettant ainsi en pratique une résolution de la Communauté Européenne qui avait décidé d'établir un lien entre l'aide économique et le respect des droits de l'homme. Cela aurait été une façon d'amener le régime de Djakarta à considérer plus sérieusement la question, mais elle n'a pas été suivie; la Banque Mondiale s'est empressée de remplacer la Hollande à la présidence de l'organisme international (IGGI/CGI) qui coordonne ces aides.

Les USA ont, depuis, annulé un plan de financement destiné à la formation de militaires indonésiens, il s'agit d'une mesure encore trop limitée pour amener le régime indonésien à revoir ses positions, mais c'est un pas dans la bonne voie.
C'est des USA aussi que vient une proposition que la Commission des droits de l'Homme pourrait transformer en réalité: "**la nomination d'un rapporteur spécial sur le Timor Oriental afin d'appuyer la solution du conflit**".
(*résolution adoptée par la Conférence des 'Mayors' des villes américaines, Houston 21/6/92*)